

TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS

Title : Consultant(e) national sur l'expérience d'interopérabilité entre les services de santé et d'état civil dans la province de Kirundo		Type of engagement <input checked="" type="checkbox"/> Consultant	Duty Station: Bujumbura
<p>Purpose of Activity/Assignment :</p> <p>Alors que 52 millions des 164 millions d'enfants de moins de 5 ans non enregistrés proviennent de la région de l'Afrique de l'Est et du centre, le Burundi est l'un des pays qui a fait des progrès remarquables dans ce domaine ces dernières années. Selon les dernières données disponibles, le taux d'enregistrement des naissances est de 73% pour les enfants de moins d'un an et de 83.5% pour les enfants de moins de 5 ans, même si seulement 66% de cette dernière catégorie d'âge disposent effectivement d'un certificat de naissance¹. Toutefois, on note de grandes disparités à travers le pays. Dans la province de Kirundo, par exemple, seulement 54% des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés et seulement 34% des enfants enregistrés disposent d'extrait d'acte de naissance. Les principaux obstacles à l'enregistrement des enfants sont le délai légal de 15 jours calendriers révolus induisant des frais de pénalité supplémentaires à payer par les parents une fois ce délai passé, ainsi que la distance à parcourir pour atteindre les services d'état civil qui constituent une barrière tant pour l'enregistrement des naissances que pour le retrait des extraits d'acte de naissance. Aussi les frais à payer pour le retrait des extraits d'acte de naissance constituent le principal blocage pour le non retrait des extraits d'acte de naissance par les parents.</p> <p>Afin d'atteindre l'Objectif de Développement Durable 16.9 d'enregistrement universel des naissances, le Burundi devra accélérer ses efforts. Le pays dispose à cet effet d'excellentes opportunités, notamment un taux de 84% des naissances qui sont assistées par un agent de santé et un taux de couverture vaccinale BCG de 85%², ce qui démontre que le système de santé pourra être une porte d'entrée par excellence pour l'enregistrement des naissances, surtout dans le délai légal.</p> <p>En réponse à cette situation et dans le but de rapprocher les services d'état civil des centres de santé, l'UNICEF a appuyé le Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité publique et le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA dans le développement d'une approche pilote d'interopérabilité entre les services de l'état civil et les formations sanitaires dans la province de Kirundo, où 80% des naissances se passent dans une formation sanitaire (FOSA), tandis que le taux de couverture vaccinale est de 86%. Cette initiative a vocation à passer progressivement à l'échelle si les résultats sont concluants. C'est dans cette perspective que le ministère de l'Intérieur et celui en charge de la santé publique se sont convenus de mettre en place un cadre institutionnel sur l'interopérabilité en élaborant une ordonnance ministérielle conjointe qui est en cours d'adoption, appuyé aussi par un protocole opérationnel. Grâce à cette ordonnance conjointe, les formations sanitaires pourront servir de centres secondaires d'enregistrement des naissances.</p>			

¹ EDS 2016/17

² EDS 2016/17

L'UNICEF accompagne depuis octobre 2023, l'opérationnalisation de cette interopérabilité à travers l'organisation des permanences des agents de l'état civil au niveau de 25 formations sanitaires dans la province de Kirundo. Pour un meilleur accès des enfants à ce service, les deux services (Centres de Santé et bureaux d'état civil) se conviennent sous la coordination du médecin provincial et du contrôleur provincial d'état civil, de deux permanences par semaine, permettant d'enregistrer les enfants qui viennent de naître et ceux venus avec leurs mères pour les vaccins ou d'autres soins. A savoir que le rendez-vous de la vaccination est un idéal moment pour enregistrer les enfants avant les 15 jours après la naissance qui est le délai légal actuel d'enregistrement des enfants à l'état civil au Burundi. Cette phase pilote a permis à fin décembre 2023 d'enregistrer à l'état civil et de délivrer gratuitement les actes de naissance à 1,739 enfants dans les délais légaux.

Après cinq mois d'expérimentation, il est important d'analyser le processus afin de documenter les réalisations et les leçons apprises dans la perspective de l'amélioration du dispositif ainsi que de son passage à l'échelle, si cela s'avère pertinent.

But et objectifs de la mission

Cette étude de cas vise à renforcer le dispositif d'interopérabilité en place pour un accès accru des enfants au service d'enregistrement des naissances dans les délais en faisant ressortir les bonnes pratiques, les difficultés et les leçons apprises de cette phase pilote – notamment dans une perspective d'amélioration de la stratégie ainsi que de l'éventuel passage à l'échelle - quant aux éléments spécifiques suivants :

- Processus de mise en place de l'approche et son opérationnalisation ;
- Analyse du modèle de collaboration et d'assistance technique de l'UNICEF (sections protection de l'enfant et santé), des ministères de l'intérieur et de la santé, et d'une ONG nationale (pertinence et qualité de l'assistance, faiblesses, goulots d'étranglement et leçons apprises) ;
- Les indices du succès de la phase pilote ;
- Conditions de mobilisation/implication et de consultation de la communauté/bénéficiaires et de collaboration avec les autres acteurs institutionnels ;
- Mécanisme de coordination, de suivi et de supervision conjointe de l'approche ;
- Coûts financiers et humains de l'approche (mise en place et suivi) afin de faciliter son extension dans d'autres provinces ainsi que son potentiel de pérennité ;
- Et autres éléments jugés nécessaires par la personne ressource qui seront analysés lors de la réunion de cadrage de la mission.

Scope of Work :

Le/la consultant (e) international (e) va réaliser une étude de cas sur l'expérience d'interopérabilité entre les services de santé et d'état civil pour l'accélération de l'enregistrement de naissance des enfants à Kirundo à travers les étapes suivantes :

1) **Collecte d'information auprès des différentes parties prenantes et des bénéficiaires** : il s'agit de regrouper toutes les informations disponibles sur la thématique, d'observer l'opérationnalisation de l'approche sur le terrain et d'échanger avec les acteurs clés impliqués et les bénéficiaires sur le pilotage du dispositif d'interopérabilité. Cette phase comprendra entre autres :

- (i) **Revue documentaire** : Cette phase permettra de regrouper toutes les informations disponibles dans le cadre légal, réglementaire ainsi que dans les rapports périodiques des parties prenantes (gouvernement, ONG et l'UNICEF). Les documents stratégiques au niveau global et régional de l'UNICEF et autres acteurs sur l'enregistrement des naissances seront aussi étudiés. Cette phase permettra de retracer l'historique du pilotage, établir une cartographie des acteurs, d'identifier des points décisifs de succès et défis, de s'accorder sur la méthodologie et les outils de collecte des informations (observations, interviews individuels et en groupe, données secondaires et documents)
- (ii) **Conduite d'enquête auprès des parties prenantes et d'observation** : L'observation permettra d'analyser le dispositif mis en place pour assurer la permanence au niveau des FOSA ainsi que les mécanismes de suivi et de coordination développés au sein de chaque secteur et entre les deux secteurs. Il permettra aussi d'analyser la collaboration entre les parties prenantes (Ministères de l'intérieur-Ministère de la Santé-UNICEF -ONG). Une enquête au moyen d'interview qualitatif ou focus groupe permettant d'identifier le niveau d'accès (physique/géographique) et la satisfaction des clients (autorités administratives, responsables de l'état civil/FOSA) et des bénéficiaires sera également menée, ainsi qu'une analyse des données quantitatives au niveau des bureaux d'état civil et des FOSA.

2) **Production de document final** : le document attendu fera la synthèse et l'analyse des informations collectées. A cette phase le consultant identifiera et produira une synthèse des bonnes pratiques à documenter ainsi que les leçons apprises, les goulots d'étranglement et le potentiel de mise à l'échelle. Le document final devra présenter les recommandations précises adressées à chacun des acteurs impliqués pour le renforcement de la mise en œuvre de cette approche. Afin de rendre disponible un document de qualité et consensuel, le consultant suivra les étapes suivantes :

- (i) Analyse des données et production du draft du document final ;
- (ii) Organisation d'un atelier de restitution et de validation du document final ;
- (iii) Revue, finalisation et soumission finale du document à l'UNICEF.

NB: Il est attendu du consultant de produire un document en français de 15 pages maximum (sans les annexes) qui décrit le processus de mise en place de l'approche d'interopérabilité en revenant sur les difficultés et approches de solutions adoptées à chaque étape. Une analyse SEPO (succès, échecs, potentialités et obstacles) des étapes de la mise en place et de mise en œuvre/suivi sera faite. Le document final comportera

en annexe la documentation des bonnes pratiques identifiées selon un format à retenir ensemble avec la personne ressource. Pour finir, un répertoire des points d'attention et recommandations sera dresser pour renforcer la qualité et la durabilité du dispositif en place et dans la perspective d'une mise à échelle.

Work Assignments Overview	Deliverables/Outputs	Delivery deadline	Estimated Budget (US\$)
Effectuer une recherche documentaire et préparer les outils de collecte de données sur le terrain.	Rapport de démarrage contenant la méthodologie ajustée et outils de collecte disponibles	5 jours	
Conduite des entretiens avec les acteurs, bénéficiaires à Bujumbura et Kirundo et observation de la mise en œuvre de l'interopérabilité à Kirundo	-- Rapport d'étape incluant la synthèse des données du terrain	7 jours	
Production du document final	Draft 1 du document final soumis ; Un atelier de restitution et de validation du document final organisé Le document revu prenant en compte les observations de l'atelier est soumis à l'UNICEF	13 jours	

Child Safeguarding

Is this project/assignment considered as "[Elevated Risk Role](#)" from a child safeguarding perspective?

YES NO If YES, check all that apply:

Direct contact role YES NO

If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:

Child data role YES NO

If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):

More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](#) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](#)

Budget Year: 2024	Requesting Section/Issuing Office: Child Protection	Reasons why consultancy cannot be done by staff: <i>L'UNICEF étant partie prenante de l'approche, il est souhaité de garder un regard externe sur le processus et la réalisation de cette documentation.</i>
Included in Annual/Rolling Workplan: <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No, please justify: <i>Cette consultation est prévue au plan de travail ainsi que dans le plan supply de la section. Elle contribuera à renforcer le pilotage de l'interopérabilité et ses résultats seront utilisées pour conduire le plaidoyer stratégique en faveur du renforcement de l'accès des enfants à l'état civil.</i>		
Consultant sourcing: <input checked="" type="checkbox"/> National <input type="checkbox"/> International <input type="checkbox"/> Both Competitive Selection: <input type="checkbox"/> Advertisement <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> Roster Enabling Environment Single Source Selection <input type="checkbox"/> (Emergency - Director's approval)		Request for: <input checked="" type="checkbox"/> New SSA – Individual Contract <input type="checkbox"/> Extension/ Amendment
If Extension, Justification for extension: n/a		
Supervisor: Child Protection Specialist	Start Date: 15 avril 2024	End Date: 25 mai 2024

Estimated Consultancy fee			
Travel International (if applicable)			
Travel Local (please include travel plan)			
DSA (if applicable)			
Communication			
Total estimated consultancy costsⁱ			
<p>Minimum Qualifications required*:</p> <p><input type="checkbox"/> Bachelors <input checked="" type="checkbox"/> Masters <input type="checkbox"/> PhD <input type="checkbox"/> Other</p> <p>Enter Disciplines</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Master (BAC+5) en Planification stratégique, Suivi-Évaluation, dans les domaines des sciences sociales ou tous autres domaines appropriés ; ▪ Au moins 5 ans d'expériences, dans la conduite de mission de documentation et de capitalisation d'expérience dans les secteurs du développement. La connaissance du secteur de la protection de l'enfant et plus précisément l'enregistrement des naissances serait un atout ▪ Maitrise du français et bonne connaissance de l'anglais <p>*Minimum requirements to consider candidates for competitive process</p>	<p>Knowledge/Expertise/Skills required *:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité de travailler de façon indépendante, sous pression, avec la contrainte de produire des résultats de qualités ; ▪ Une expertise avérée dans les domaines de la conduite de mission de capitalisation ou d'évaluation de projet ; ▪ Expertise en diagnostic et évaluation dans le la protection de l'enfant ou autre domaine pertinents ▪ Une parfaite connaissance des acteurs de l'état civil et du secteur de la santé du niveau central au niveau local du Burundi ; ▪ Bonne connaissance de la stratégie de UNICEF dans le secteur de l'enregistrement des naissances ▪ Bonnes connaissances du contexte du Burundi et des défis à relever en matière d'accès universel à l'enregistrement des naissances ▪ Une expertise reconnue des droits de l'enfant ou de l'un des principaux domaines de travail de l'UNICEF considérée comme un atout <p>*Listed requirements will be used for technical evaluation in the competitive process</p>		

Evaluation Criteria (This will be used for the [Selection Report](#) (for clarification see [Guidance](#)))

A) Technical Evaluation (e.g. maximum 75 Points) B) Financial Proposal (e.g. maximum of 25 Points)

1.1. Chaque proposition sera évaluée d'abord sur ses mérites techniques (y compris par rapport aux exigences légales) et ensuite sur son prix. La proposition qui obtient la note globale la plus élevée après avoir additionné les notes des propositions techniques et financières est la proposition qui offre le meilleur rapport qualité-prix et sera recommandée pour le contrat.

Les propositions seront évaluées en fonction des éléments suivants :

1.2. Proposition Technique : Le nombre total de points alloués aux composantes techniques est de 70. Les évaluateurs de l'UNICEF liront la soumission et attribueront les notes conformément au tableau ci-dessous. Seuls les soumissionnaires ayant obtenu 49 points et plus à l'issue de l'évaluation technique seront pris en considération pour l'étape de l'évaluation financière.

1.3. Les offres seront évaluées sur la base de l'offre technique et des offres financières. L'offre technique est notée sur 70 points et l'offre financière sur 30 points.

Les propositions doivent comprendre des informations complètes et exactes. La proposition doit inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants :

Objet	Critères d'Evaluation Technique	Max. Points pouvant être obtenus
1	Réponse globale, par exemple la compréhension de la mission par le proposant et l'alignement de la proposition soumise aux termes de référence.	10
1.1	Exhaustivité de la réponse	5
1.2	Concordance globale entre les exigences de la demande de propositions et la proposition du consultant (e)	5
2	Profil du/ de la consultant(e)	30
2.1	Qualification (diplôme) Master /BAC + 5 dans un domaine pertinent (planification stratégique, suivi-évaluation ou sciences sociales)	5
2.2	Au moins 5 ans d'expériences, dans la conduite de mission de documentation et de capitalisation d'expérience dans les secteurs du développement	15
2.3	Une expérience de travail ou de consultation avec l'UNICEF ou tout autre agence des Nations-Unis	5
2.4	Exemple de rédaction en français	5
3	Méthodologie et Approche Proposées Description de la manière dont le soumissionnaire abordera chaque élément décrit au début de la mission de la présente demande de proposition, notamment en décrivant la méthodologie, l'approche technique, le cadre d'assurance qualité, les outils applicables et les résultats normalisés, tels que les rapports intermédiaires et finaux.	30

3.1	Plan de travail proposé et approche de la mise en œuvre des tâches conformément aux TDRs, y compris les durées approximatives, les réunions sur site et hors site, les principales étapes et les principaux résultats attendus.	10
3.2	Stratégies de mise en œuvre, suivi et évaluation, mécanisme de contrôle de la qualité.	10
3.3	Une approche innovante	6
3.4	Mécanisme d'assurance qualité et mesures d'atténuation des risques	4
TOTAL DES NOTES TECHNIQUES		70
La note technique minimum requis doit correspondre a = 70% de la note technique total (70 points) soit 49 points. Toute note technique inferieure a 49 points est éliminatoire.		

Objet	Critères d'Evaluation Financière	Max. Points pouvant être obtenus
1	Offre financière	30
1.1	Liste complète des tarifs journaliers incluant perdiem (DSA), forfaitaires, par produit livrable et pour le personnel déployable. (Les tarifs doivent être entièrement inclusifs et tenir compte des déplacements prévus, des frais généraux de communication, etc.) Ventilation des coûts par structure d'équipe/rôle selon l'organigramme	
1.3	Autres exigences en matière de voyage (veuillez ventiler si nécessaire)	
	Coût total estimé du contrat	BIF
TOTAL DES NOTES FINANCIÈRES		30

Administrative details:

Visa assistance required:

Home Based Office Based:

If office based, seating arrangement identified:

IT and Communication equipment required:

Internet access required:

Request Authorised by Section Head/Child Protection	Request Verified by HR:
<i>Approval of Chief of Operations (if Operations):</i>	<i>Approval of Deputy Representative (if Programme)</i>
<hr/> <i>Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)</i>	

ⁱ Costs indicated are estimated. Final rate shall follow the “best value for money” principle, i.e., achieving the desired outcome at the lowest possible fee. Consultants will be asked to stipulate all-inclusive fees, including lump sum travel and subsistence costs, as applicable.

Payment of professional fees will be based on submission of agreed deliverables. UNICEF reserves the right to withhold payment in case the deliverables submitted are not up to the required standard or in case of delays in submitting the deliverables on the part of the consultant.

Text to be added to all TORs:

Individuals engaged under a consultancy will not be considered “staff members” under the Staff Regulations and Rules of the United Nations and UNICEF’s policies and procedures and will not be entitled to benefits provided therein (such as leave entitlements and medical insurance coverage). Their conditions of service will be governed by their contract and the General Conditions of Contracts for the Services of Consultants. Consultants are responsible for determining their tax liabilities and for the payment of any taxes and/or duties, in accordance with local or other applicable laws.

The selected consultant is solely responsible to ensure that the visa (applicable) and health insurance required to perform the duties of the contract are valid for the entire period of the contract. Selected consultants are subject to confirmation of fully vaccinated status against SARS-CoV-2 (Covid-19) with a World Health Organization (WHO)-endorsed vaccine, which must be met prior to taking up the assignment. The vaccine mandate does not apply to consultants who will work remotely and are not expected to work on or visit UNICEF premises, programme delivery locations, or directly interact with communities UNICEF works with, nor to travel to perform functions for UNICEF for the duration of their consultancy contracts.

UNICEF offers [reasonable accommodation](#) for consultants with disabilities. This may include, for example, accessible software, travel assistance for missions or personal attendants. We encourage you to disclose your disability during your application in case you need reasonable accommodation during the selection process and afterwards in your assignment.